

Engrenages

Zone euro : le scénario de la désintégration

La volonté des populistes français d'enfreindre les règles européennes porte en germe l'enchaînement d'une crise existentielle



Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ne feront pas sortir la France de la zone euro. Ils se contenteront d'ignorer les règles



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon font savoir que, s'ils ont la majorité à l'Assemblée nationale avec leurs alliés, ils enfreindront les règles européennes qui s'opposent à la mise en œuvre de leur programme. Beaucoup de commentateurs en concluent que la France sortira alors de la zone euro et/ou de l'Union européenne.

“Le Pen et Mélenchon semblent cependant avoir compris qu'ils n'ont pas intérêt à engager un Frexit. En effet, l'application de leur programme nécessitera une forte hausse de l'endettement public, ce qui est beaucoup plus facile dans la zone euro”

Le Pen et Mélenchon semblent cependant avoir compris qu'ils n'ont pas intérêt à engager un Frexit. En effet, l'application de leur programme nécessitera une forte hausse de l'endettement public, ce qui est beaucoup plus facile dans la zone euro. Depuis le “whatever it takes” de M. Draghi, la Banque centrale européenne (BCE) peut même acheter les obligations émises par un État de la zone en quantités illimitées.

Elle ne peut certes le faire, en droit, que si cet État passe un accord avec le Mécanisme européen de stabilité, une sorte de FMI européen, comprenant des mesures de redressement de ses comptes publics, et on voit mal Le Pen ou Mélenchon l'accepter. On peut cependant penser que la BCE, en fait, ne prendra jamais la responsabilité d'une désintégration de la zone euro en laissant la France faire défaut sur sa dette.

Sanctions financières inopérantes

Dans ces conditions, les sanctions financières que l'Union européenne pourrait prendre à l'encontre de la France si elle ne respecte pas les traités, en particulier la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, ou encore ses valeurs fondatrices, n'auront aucune portée. Quant à la suspension des droits de vote, sanction ultime puisque l'exclusion d'un membre n'est pas prévue par les traités, elle doit être votée à l'unanimité des autres pays et il suffit donc du soutien d'un petit pays pour y faire échec.

“Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ne feront pas sortir la France de l'Union européenne et/ou de la zone euro. Ils se contenteront d'ignorer leurs règles et les condamnations de la Cour de justice.”

Ni Le Pen ni Mélenchon ne feront sortir la France de l'Union européenne et/ou de la zone euro. Ils se contenteront d'ignorer leurs règles et les condamnations de la Cour de justice, qui ne dispose d'aucune force de police pour les faire respecter.

Réactions nationalistes au nord de l'Europe

Les autres pays commenceront par refuser tout compromis avec la France. Ne fonctionnant que par des compromis, l'Europe sera d'abord paralysée. Ensuite, des partis nationalistes prendront le pouvoir dans un pays du nord de l'Europe en faisant valoir que “nous ne voulons plus payer pour la retraite à 60 ans des Français alors même qu'ils ne respectent pas les règles établies en commun”. Cet État sortira de la zone euro et de l'Union européenne en entraînant leur désintégration, d'autres pays du nord le suivant.

Certains économistes français pensent que des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas ne quitteront jamais la zone euro parce qu'ils en ont besoin pour exporter. Ils ont tort car ces pays exportaient tout autant avant la création de l'euro, en dégageant des excédents qui permettaient d'accroître la valeur de leur monnaie et le pouvoir d'achat de leur population. La France ne reviendra pas au Franc mais les Pays-Bas pourraient revenir au Florin et l'Allemagne serait alors très tentée de revenir au Mark.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

A lire également

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 10/05/2022